

Santé et protection sociale/Gratuité des frais d'accouchements

Le Premier ministre touche la logistique du doigt

F.B.E.M
Libreville/Gabon

LE processus de gratuité des frais d'accouchements dans les structures sanitaires publiques est plus que jamais en marche. S'il avait pris du retard à l'allumage, les événements de ces derniers jours, dont le rappel à l'ordre du président de la République, ont permis de remettre le projet sur les rails, pour son effectivité dans "les tout prochains jours".

C'est dans cette optique que le Premier ministre, Emmanuel Isoze Ngondet, assisté des ministres d'Etat à la Santé, Denise Mekam'ne, et à la Protection sociale, Paul Biyoghe Mba, a visité, hier, l'Office national pharmaceutique (OPN), où sont stockés les kits destinés aux premiers accouchements gratuits. Soit

au total 5 400 kits, dont 400 pour les accouchements par césarienne. Ces produits sont censés couvrir les besoins du mois en cours sur l'ensemble du pays, et vont être déployés, dès aujourd'hui, en direction des différentes régions sanitaires, a-t-on appris.

La visite d'hier a permis à l'équipe gouvernementale de toucher cette logistique du doigt, et de rappeler les enjeux de cette opération annoncée le 31 décembre dernier par le chef de l'Etat. « (...) Nous avons travaillé durant ces derniers mois, et les préparatifs en ce qui concerne la mesure de gratuité des frais d'accouchements sont dans la phase terminale. Le chef de l'Etat a demandé que le gouvernement accélère le processus. Aujourd'hui, je suis venu avec les ministres d'Etat à la Santé et à la Protection sociale, nous assurer que les kits



Photo : F.M.OMBO

Le Premier ministre (c) et sa délégation sont allés s'imprégner de la disponibilité des kits d'accouchements tant attendus.

d'accouchements sont disponibles. Pour que tout soit fin prêt, afin que le chef de l'Etat puisse lancer officiellement, dans les tout prochains jours,

l'opérationnalisation de cette mesure», a indiqué M. Isoze Ngondet à la presse.

Avant lui, chaque ministre avait rassuré de la bonne mé-

canique au sein de son département. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il en faut. Car, ce sont près de 50 000 mille maternités qui sont attendues au Gabon en 2018. Le mot d'ordre pour les pouvoirs publics étant : "zéro ordonnance" pour chaque Gabonaise d'au moins 18 ans qui accouchera dans une structure sanitaire publique. Dans les Centres hospitaliers universitaires, les hôpitaux régionaux, comme dans les Centres de santé, plus en périphérie.

Les kits d'accouchements sont ainsi composés, outre des habituels consommables médicaux (gants, doigtiers, etc.), de médicaments qui font souvent l'objet d'ordon-

nance (glucosés, antidouleurs, antiseptiques, bistouri, équipement du chirurgien, etc.)

Denise Mekam'ne a laissé entendre que les besoins en kits d'accouchements sont déjà pris en compte pour les prochains mois : « tout est sécurisé de maintenant jusqu'au mois de juin. »

Quant à Paul Biyoghe Mba, il a rappelé l'élargissement du processus d'enrôlement des femmes enceintes par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) au sein même des hôpitaux. De même que la prise en charge gratuite de la mère et du nouveau-né qui est passée d'un à trois mois après l'accouchement.

Vient de paraître

Au pays de la réussite

Ce type de roman est rare. Non pas pour son sujet - la politique et une romance -, non plus pour son style, mais pour son déroulement et son dénouement. En 113 pages, Billy-Joël Ella Obiang, dans "Au pays de nous-mêmes nous-mêmes" (Editions Lumières), trace le parcours réussi d'un jeune homme durant une élection présidentielle dans un pays imaginaire.

UNE élection présidentielle dans un pays du Sud. Comme souvent, ça se passe mal. Dans le roman de Billy-Joël Ella Obiang, c'est le cas. Tandis que les populations avaient appelé de leurs vœux le changement, rien n'y fait. Le président sortant, Zéro, est réélu, au détriment de Kass, chef de file de l'opposition radicale. Il s'ensuit une période de troubles et d'affrontement entre les forces de maintien de l'ordre, appuyés par des hommes en cagoule, et les partisans du changement. Les morts sont nombreux. Le pays est paralysé. Que faire ?

Ening, le personnage central du roman, qui se moule aussi dans la peau du narrateur, milite depuis la campagne présidentielle pour un candidat d'un parti de l'opposition, Nkome-dza'a. Ce dernier, un théoricien du pragmatisme en politique, réunit ses partisans et leur annonce sa décision de prendre part au Dialogue politique annoncé par Zéro et son camp.

Ening et d'autres jeunes seront les représentants de la Nouvelle Alliance, leur parti, à ces assises.

Au sortir de ce grand rendez-vous d'apaisement politique, des décisions sont prises, dont deux majeures : la limitation du nombre de mandats et le retour à un scrutin à deux tours. Peu après, tout le monde est renvoyé sur le terrain, pour battre campagne : les législatives se profilent à l'horizon. Pour la première fois à Sy (le nom du pays), l'opposition l'emporte haut la main :

elle est majoritaire à l'Assemblée nationale et compose le gouvernement. Contrairement à ce que beaucoup de gens redoutaient, le pays prend la bonne direction. Le chef de l'Etat, M. Zéro, joue franc jeu. Il nomme Nkome-dza'a à la vice-présidence et n'interfère point dans la gestion des affaires du pays par le nouveau gouvernement dirigée majoritairement par l'opposition. Ainsi, le pays se transforme : l'économie, l'école, la santé...se développent. Dans la sous-région, l'exemple de Sy est enviable, en tout domaine. Après quatre décennies de gabegie et de pratiques comportementales répréhensibles, le pays se porte désormais mieux. Dans cette lancée, Ening, le narrateur, bénéficie d'une promotion. Il est nommé directeur de cabinet du vice-président.

Puis, un matin, Zéro passe l'arme à gauche. Une transition est organisée, avec à la tête du pays un cadre venu de l'Hexagone, Mbadinga. Le camp du défunt s'organise pour présenter un candidat à la prochaine élection, ainsi que la Nouvelle Alliance. Devinez qui l'emporte...

Si ce roman contient les faiblesses propres à tout premier livre écrit par son auteur, un carton rouge est à infliger à l'éditeur. Où était son comité de lecture ? Où était son relecteur-correcteur ? Le nombre important de coquilles plaide pour une réédition mieux tenue.



RN

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'INSERTION DES JEUNES

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'EMPLOYABILITE (PRODECE)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS) POUR LE RECRUTEMENT DE SIX (06) CONSEILLERS EN EMPLOI & INSERTION PROFESSIONNELLE

No de Prêt : 8582 GA

No de référence : AMI/CS/03-2018/UCP-PRODECE du 14/03/2018

1. La République Gabonaise a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en vue de financer le coût du **Projet de Développement des Compétences et de l'Employabilité (PRODECE)** et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce prêt pour effectuer les paiements autorisés au titre des contrats de consultants. La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande de l'ETAT Gabonais après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de financement. Ledit accord de financement interdit tout retrait du compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l'ETAT Gabonais ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du prêt.

2. Le Gouvernement Gabonais à travers l'Unité de Coordination du Projet de Développement des Compétences et de l'Employabilité (UCP-PRODECE) sollicite des candidatures pour le « Recrutement de six (6) conseillers en emploi et insertion professionnelle (CEIP) afin de renforcer les équipes professionnelles de l'Office National de l'Emploi (ONE) ». Les responsabilités et les profils de ces ressources additionnelles sont définis dans les termes de référence.

3. Missions

Pour le volet **Stage en Entreprise pour Jeunes (SEJ)**, les consultants accompliront les tâches suivantes :

- prospecter en vue de collecter des postes de stages au sein des entreprises et procéder à leur validation ;
- procéder aux formalités de sélection et d'inscription des candidats aux stages en entreprise ;
- conduire les entretiens individuels de motivation ;
- animer les sessions de sensibilisation à l'endroit des publics cibles ;
- orienter les stagiaires en vue de faciliter leur future insertion ;
- placer les jeunes sélectionnés en entreprise et accomplir les formalités nécessaires (contrats de stage, visite médicale etc.) ;
- assurer le suivi administratif des stagiaires ;
- élaborer un planning de travail mensuel et le faire valider par le chef d'antenne ;
- élaborer des rapports mensuels et trimestriels d'activités ;
- assurer le suivi et l'évaluation des stagiaires.

Pour le volet **Formation et Adaptation pour Jeunes (FAJ)**, les consultants accompliront les tâches suivantes :

- prospecter les besoins en formation - adaptation auprès des entreprises et des secteurs et participer aux concertations sectorielles en vue d'identifier les métiers porteurs ;
- définir les pré-requis de la formation et les profils des jeunes sur la base de critères pré-définis (durée de la formations par métier, contenu de la formation etc.) ;
- Participer à l'identification des opérateurs publics et privés de formation et participer à l'élaboration de conventions de formation avec les opérateurs identifiés ;
- participer à l'information et à la sensibilisation des jeunes éligibles ;
- participer au placement des jeunes en formation et suivre le déroulement des formations ;

• participer au suivi de l'insertion en emploi des jeunes après la fin des formations.

4. **Qualifications** : Les candidats doivent posséder les qualifications, expériences et aptitudes suivantes :

- être titulaire d'un BTS ou d'un diplôme de niveau BAC+2 avec moins d'un an d'expérience professionnelle dans les sciences sociales à savoir : psychologie, gestion des ressources humaines, sociologie, gestion administrative, linguistique et dans les métiers techniques (électromécanique, automatisme, instrumentation etc.)
- avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique, des logiciels bureautiques courants (Word, Excel, Powerpoint) et de l'internet ;
- avoir une aptitude à communiquer par écrit et oralement en langue française ;
- être disposé à se déplacer fréquemment ;
- avoir une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- être organisé, rigoureux et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis.

5. **Lieu d'affectation et durée du contrat** : les 6 Conseillers en emploi seront affectés dans les agences régionales de l'ONE, 4 à Libreville, 1 à Franceville et 1 à Port-Gentil. Les prestations seront assurées pour deux (02) ans renouvelables après évaluation des performances du consultant les six (6) premiers mois.

6. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » Version de Janvier 2011 révisées en 2014 s'appliquent, et notamment les dispositions de la clause 1.13(d) desdites Directives (disponibles sur le site web de la Banque Mondiale <http://www.worldbank.org>).

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection de Consultant Individuel (CI) telle que décrite dans les Directives de Consultants.

8. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence (TDR) à l'adresse ci-dessous : Unité de Coordination (UCP), B.P. : 1269 Libreville - Gabon ; ou par téléphone au n° + 241/04 49 62 9401 44 28 78 et aux heures suivantes : de 8h00 à 15h00 (heure locale) ; et par courrier électronique à : ucp.prodecegabon@gmail.com ; bmouiri@gmail.com.

9. Les plis porteront la mention suivante « MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT POUR LE RECRUTEMENT DE CONSEILLERS EN EMPLOI & INSERTION PROFESSIONNELLE ».

10. Les manifestations d'intérêt écrites en français en trois (03) exemplaires (un original et deux copies) doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne et par courrier, ou par envoi électronique suivi d'accusé de réception, au plus tard le **28 mars 2018 à 13 heures 00 (heure locale)**.

11. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

l'Unité de Coordination (UCP) du PRODECE
B.P. : 1269 Libreville - Gabon
quartier Haut des Gué Gué (à côté du RAPAC, ancien siège Azur)
Tél. n° 241/04 49 62 9401 44 28 78
email : ucp.prodecegabon@gmail.com ; bmouiri@gmail.com.